

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 28 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RUSTIN

102 rue Percheron
B.P. 2
72340 La Chartre-Sur-Le-Loir

Références : 2025-592_INSP_RUSTIN – La Chartre-sur-le-Loir_RAP
Code AIOT : 0006301971

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement RUSTIN implanté 102, rue Percheron 72340 La Chartre-sur-le-Loir. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection intervient dans le cadre du contrôle pluriannuel des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle fait suite à la précédente inspection, datée du 17 juillet 2018. Elle intervient également dans le cadre des points non soldés de l'arrêté de mise en demeure du 29 avril 2016

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RUSTIN
- 102, rue Percheron 72340 La Chartre-sur-le-Loir
- Code AIOT : 0006301971
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement RUSTIN situé à La Chartre-sur-le-Loir, fabrique des produits à base de caoutchouc ou de silicone à destination de l'industrie.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Prélèvements d'eau dans le milieu naturel
- Déclaration GEREP
- Équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement, articles L. 512-6-1, R. 181-46 et R. 511-9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Consommation en eau: modification du débit autorisé	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 29/04/2016, article 5	Mise en demeure, respect de prescription, Levée de mise en demeure, Mise à jour prescriptions techniques	12 mois
5	Rejets d'eau: plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 51.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Équipements sous pression: liste des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	GEREP : obligation de déclaration des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	Demande d'action corrective	5 mois
10	GEREP : qualité des données déclarées	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations électriques: vérifications et actions correctives	AP de Mise en Demeure du 29/04/2016, article 1	Levée de mise en demeure
3	Prévention des pollutions accidentelles: eaux d'incendie	AP de Mise en Demeure du 29/04/2016, article 4	Levée de mise en demeure
7	GEREP: déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Sans objet
8	GEREP: émissions à déclarer	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Sans objet
11	Traçabilité des déchets: Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative des installations de l'établissement n'est pas à jour. L'exploitant doit notifier la mise à l'arrêt définitif de son activité classée au titre de la rubrique ICPE n°2562. Il doit également notifier les dernières modifications notables réalisées dans son établissement, notamment l'implantation de l'atelier de fabrication de produits à base de silicone (ligne de production RST).

La mise en demeure du 29 avril 2016 peut être levée sur 2 des 3 points non soldés : article 1 et article 4. Elle nécessite d'être mise à jour sur le dernier point: article 5 relatif à la consommation d'eau. Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint au présent rapport. Ce projet intègre également une demande de mise à jour des plans des réseaux d'eau du site.

L'instruction du porter à connaissance transmis par l'exploitant par courrier du 16 mars 2021, et transmis à l'inspection en date du 20 avril 2021, peut être soldée par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, cet arrêté portant sur le classement IOTA des installations de l'établissement.

L'exploitant doit établir une liste des équipements sous pression conforme aux prescriptions de l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.

Enfin, l'exploitant doit assurer une meilleure qualité des données déclarées dans l'application GEREP : déclaration des déchets dangereux et caractéristiques de l'eau en entrée des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Tenue à jour de la situation administrative
Prescription contrôlée : La situation administrative du site doit être à jour, par rapport à la nomenclature des installations classées en vigueur.
Constats : Depuis la dernière inspection, en 2018, le site a connu des évolutions : La ligne de production utilisant un bain de sels fondus a été mise à l'arrêt définitif et démantelée. En conséquence, cette activité visée par la rubrique ICPE 2562 n'existe plus au sein de l'établissement. De plus, au jour de la visite, le stockage de polymères au sein du bâtiment de stockage des matières premières, classé au titre de la rubrique ICPE 2662, apparaît être très inférieur à 1000 m ³ . En effet, l'exploitant stocke les polymères en racks. Or, l'inspection a pu constater que les racks présents au sein du bâtiment offrent une capacité de stockage inférieure à 1000 m ³ , de l'ordre de quelques centaines de mètres cubes au maximum. Enfin, le premier bâtiment situé dans la partie Ouest du site, dénommé "ligne de production RST", abrite à présent un atelier de fabrication de produits à base de silicone. Cette activité est visée par la rubrique ICPE 2661. Son implantation constitue une modification notable du dossier de demande d'autorisation original.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La mise à l'arrêt définitif et le démantèlement de la chaîne mettant en œuvre un bain de sels fondus est visée par l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement dont l'application est précisée par les articles R. 512-39-1 et R. 512-39-2 du même code. Dans le cas d'espèce, la cessation d'activité étant "partielle" ne libérant pas de terrain, l'inspection des installations classées formule les demandes suivantes : <ol style="list-style-type: none">1. conformément à l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement, l'exploitant doit notifier, sous trois mois, au Préfet de la Sarthe la mise à l'arrêt définitif de son activité classée au titre de la rubrique ICPE 2562. La notification indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées ;2. conformément à l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement, l'exploitant doit engager, sous trois mois, les consultations requises aux fins de déterminer le ou les usages à considérer dont les typologies sont définies au I de l'article D. 556-1 A du même code.

L'inspection propose d'encadrer ces démarches par voie de mise en demeure, comme le dispose l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Par ailleurs, l'exploitant doit notifier, au titre de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, la modification notable constituée par l'implantation de l'atelier de fabrication de produits à base de silicone. L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de notifier cette modification au Préfet de la Sarthe sous 3 mois.

Dans le cadre de cette notification, l'exploitant mettra à jour la situation administrative des installations de son établissement de la Chartre-sur-le-Loir, notamment en se positionnant sur la capacité de son activité de stockage de polymères, soumise à classement au titre de la rubrique ICPE 2662.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Installations électriques: vérifications et actions correctives

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/04/2016, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Lever des non-conformités

Prescription contrôlée :

La société RUSTIN domiciliée 10 rue Percheron 72340 LA CHARTRE-SUR-LE-LOIR exploitant une installation de fabrication de produits en caoutchouc se situant sur le territoire des communes de LA CHARTRE-SUR-LE-LOIR et de LHOMME, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral n°00-3216 du 25 juillet 2000 en procédant au contrôle par un organisme habilité des installations électriques et en réalisant les travaux de mise en conformité permettant de lever les non-conformités dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier du respect de cette disposition, l'exploitant fait réaliser le contrôle des installations électriques dans un délai de 3 mois et adresse au préfet (avec copie à l'inspection des installations classées):

-dans un délai de 6 mois:

- le rapport de vérification des installations électriques
- un échéancier des travaux de mise en conformité
- les devis des travaux correspondants,

- dans un délai d'1 an les factures associées aux premiers travaux réalisés,

- dans un délai de 2 ans :

- les factures des derniers travaux réalisés,
- le rapport de contrôle annuel des vérifications électriques démontrant la conformité des installations électriques,
- le certificat Q18 démontrant l'absence de risques d'incendie et d'explosion des installations électriques.

Constats :**Constat de l'inspection du 17/07/2018:**

Par mail du 29/04/2016, l'exploitant a transmis un extrait du Q18 de juillet 2016 pour le bâtiment RER-RST. Le Q18 indique que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Le rapport d'examen des installations électriques par thermographie indique 2 anomalies à traiter de façon immédiate et 8 anomalies à traiter sous 2 mois. L'exploitant n'indique pas les actions correctives engagées suite à ces contrôles.

Lors de la visite, les rapports 2017 de conformité des installations électriques suivants ont été examinés :

- bâtiment RER-RST : 5 non-conformités dont 4 déjà signalées, le Q18 associé indique que les installations peuvent présenter un risque d'incendie ou d'explosion (local compresseur)
- ensemble de l'établissement : 98 non-conformités dont 71 déjà signalées, le Q18 associé indique que les installations peuvent présenter un risque d'incendie ou d'explosion (17 non-conformités).

L'exploitant n'a pas procédé aux travaux nécessaires pour lever les non-conformités. Lors de la visite il a indiqué que les travaux nécessaires pour lever l'ensemble des non-conformités relatives au Q18 seront réalisés avant la prochaine visite de l'organisme de contrôle prévue fin août.

=> Ecart majeur EM1

L'exploitant procédera aux actions correctives permettant de lever les non-conformités en priorisant celles mettant en évidence un risque d'incendie ou d'explosion. Il transmettra un plan d'actions pour lever les autres non-conformités relevées.

Constat de l'inspection du 29/09/2025:

La dernière vérification des installations électriques a été effectuée par Bureau Veritas entre le 09/12/2024 et le 11/12/2024. Le rapport issu de cette vérification, référencé 8191829/16.3.8.P.

Le Q18 associé au rapport de vérification des installations électriques conclut à la présence de risques d'incendie et d'explosion. Cependant, l'exploitant a transmis à l'inspection un récapitulatif des actions correctives menées suites à la dernière vérification. Les réparations ont été réalisées entre le 15/01/2025 et le 19/02/2025, ce qui satisfait à l'obligation de placer les installations en conformité électrique pour éviter un risque d'incendie ou d'explosion.

L'inspection propose de lever la mise en demeure du 29 avril 2016 sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles: eaux d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/04/2016, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Prescription contrôlée :

La société RUSTIN est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 en réalisant une étude définissant les solutions de confinement des eaux d'extinction d'un incendie sur le site dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté et en procédant aux travaux de rétention des eaux d'extinction d'un incendie dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier du respect de cette disposition, l'exploitant adresse au préfet (avec copie à l'inspection des installations classées) :

- dans un délai de 3 mois l'étude présentant le projet d'aménagement visant à confiner sur le site les eaux d'extinction d'un incendie;
- dans un délai de 12 mois les factures attestant de la réalisation des travaux de rétention et confinement.

Constats :

Constat de l'inspection du 17/07/2018:

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il avait réalisé des études préliminaires pour envisager le stockage des eaux d'extinction. Selon l'exploitant, le SDIS a été contacté mais n'a pas apporté de réponse.

Par ailleurs, la mise en œuvre d'un bassin de rétention serait compliquée du fait de la présence de la nappe phréatique à 2,5 m de profondeur.

L'exploitant a précisé que selon lui le bâtiment le plus à risque est le bâtiment de stockage. Ce bâtiment possède un muret de 30 cm mais qui n'est pas suffisant pour retenir les eaux d'extinction. Aucun document ou étude attestant de la réalisation de ces investigations n'a été produit.

L'exploitant ne connaît pas le volume d'eaux d'extinction à confiner.

=> Ecart majeur EM2

L'exploitant présentera le projet d'aménagement visant à confiner sur le site les eaux d'extinction d'un incendie; il pourra utiliser les guides techniques D9 et D9A pour déterminer le volume. Un échéancier des travaux correspondants sera proposé à l'inspection.

Constat de l'inspection du 29/09/2025:

Par courrier du 19 janvier 2019, l'exploitant a transmis à l'inspection un dossier titré "Etude eau RUSTIN" réalisé par RDSI Environnement. Ce dossier propose trois solutions techniques et les budgets associés, dans le but de confiner les eaux d'extinction d'un incendie au sein du site. Ce rapport n'appelle pas d'observations par l'inspection.

Ce rapport inclut les calculs D9 et D9A. Suite à avis du SDIS 72, le besoin en eau est estimé à 420 m³/h, soit 840 m³ sur 2 heures. Le volume de confinement nécessaire est ainsi estimé à 1000 m³.

L'exploitant a retenu et mis en œuvre la solution de confinement suivante: 600 m³ peuvent être confinés au sein des bâtiments et 400 m³ sur les voiries imperméabilisées du site. Des murets ont été mis en place sur la périphérie du site afin d'empêcher des écoulements vers le Loir.

Des vannes d'obturation ont été mises en place au niveau des points de rejets des eaux pluviales vers le Loir.

L'inspection propose de lever la mise en demeure du 29 avril 2016 sur ce point.

Une vanne située dans la partie Nord-Ouest de l'établissement a fait l'objet d'un test au cours de l'inspection. Le matériel fonctionne de façon satisfaisante. Toutefois, le sens de rotation de la roue permettant la fermeture de la vanne n'est pas explicite et peut faire perdre inutilement du temps en cas d'accident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Indiquer de manière plus explicite le sens de rotation du volant de manœuvre des vannes permettant d'assurer le confinement du site afin d'éviter toute confusion et perte de temps inutile en cas d'accident.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Consommation en eau: modification du débit autorisé

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/04/2016, article 5

Thème(s) : Autre, Mesures de réduction et demande de modification

Prescription contrôlée :

La société RUSTIN est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000 susvisé en mettant en place des actions de réduction des consommations d'eau et en lançant en parallèle un dossier de modification des conditions de prélèvement des eaux de forage dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier du respect de cette disposition, l'exploitant adresse au préfet (avec copie à l'inspection des installations classées) :

- dans un délai de 6 mois la présentation des actions lancées et des économies attendues ainsi que la commande à un bureau d'études pour la réalisation du dossier de modification des conditions de prélèvement de l'eau de forage (augmentation du débit autorisé et régularisation des 2 forages non connus) ;
- dans un délai de 12 mois le bilan des actions menées.

Constats :

Constat de l'inspection du 17/07/2018:

Par mail du 29/04/2016, l'exploitant a envoyé un extrait du dossier d'autorisation de 1999 mentionnant 3 puits pour la consommation des eaux industrielles.

La déclaration GEREP 2016 indique un prélèvement de 38152 m³ soit une consommation moyenne de 180 m³/j. La déclaration GEREP 2017 indique un prélèvement de 35141 m³ soit une consommation moyenne de 166 m³/j.

La consommation d'eau est nettement supérieure au volume autorisé de 60 m³/j pour les trois forages.

L'exploitant n'a pas déposé de dossier de modification relatif aux prélèvements d'eau.

=> Écart majeur EM3

L'exploitant doit déposer en préfecture un dossier de demande de modification des conditions de prélèvement d'eau de forage. Ce dossier doit comporter :

- situation administrative mise à jour (y compris rubriques IOTA),
- positionnement par rapport à l'article R. 122-2 du code de l'environnement,
- la nature, l'origine et les volumes d'eau utilisés,
- les mesures de réduction envisagées, à ce titre les bonnes pratiques du guide du BREF sur les systèmes de refroidissements industriels pourront être utilisées,
- la compatibilité du projet avec les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement (la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques), et la comptabilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation mentionnée à l'article L. 566-7 et de sa contribution à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10 (R.181-14 II).

Afin d'évaluer les impacts, l'exploitant devra tenir compte de l'ensemble des modifications depuis la dernière procédure complète d'autorisation (en incluant le cas échéant les modifications des bâtiments 42 à 48 citées ci-dessus).

Constat de l'inspection 29/09/2025:

L'exploitant exploite toujours 3 forages dans la nappe d'accompagnement du Loir.

Les forages sont visés par la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature IOTA. Cependant, les 3 forages sont mentionnés dans le dossier d'autorisation original déposé en 1999. C'est pourquoi, compte tenu de sa date de publication et du libellé de son article 16, l'arrêté ministériel du 11/09/03 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique "1.1.1.0" de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ne s'applique pas en l'espèce. L'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/07/2000 ne contient pas non plus de prescriptions techniques encadrant la conception des forages.

Le prélèvement d'eau par les forages susmentionnés dans la nappe d'accompagnement du Loir est quant à lui visé par la rubrique IOTA n° 1.2.1.0. L'exploitant a transmis au Préfet de la Sarthe, par courrier du 16 mars 2021, un dossier de porter à connaissance relatif au positionnement des installations de son établissement par rapport à la législation "Loi sur l'eau". Il ressort de ce dossier

que le prélèvement d'eau dans la nappe d'accompagnement du Loir est au maximum de 0,07% de son débit d'étiage. L'exploitant indique également que sa consommation d'eau a diminué de 409 m³ par jour en 2005 à 200 m³ par jour en 2020. Plus récemment, selon les déclarations GEREP de l'exploitant, les prélèvements moyens dans le Loir s'établissent entre 170 et 240 m³/j. Ces quantités prélevées sont inférieures au seuil de déclaration au titre de la rubrique IOTA n° 1.2.1.0 (400 m³/h ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau).

Les stations de mesures en amont et en aval de La Chartre-sur-le-Loir permettent d'estimer un débit d'étiage du Loir à hauteur de 10 m³/s. Cette estimation confirme que le prélèvement effectué par l'établissement RUSTIN est bien de l'ordre de 0,07% du débit du cours d'eau, soit inférieur à 2% de ce même débit.

Au regard de l'article R. 122-2 du code de l'Environnement et de la rubrique 17 de son annexe, l'exploitant estime que cet article ne s'applique pas à sa situation au motif qu'il n'y a pas eu d'installation nouvelle ni d'installation modifiée s'agissant des prélèvements d'eau dans le Loir par rapport aux installations décrites dans son dossier de demande d'autorisation primitif.

Les 3 forages existant sont bien ceux mentionnés dans le dossier d'autorisation primitif. Ces équipements ne peuvent en effet pas être considérés comme des installations nouvelles. Cependant, la consommation d'eau étant supérieure à celle autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/07/2000, il y a une modification par rapport au projet autorisé. Les dispositions de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement sont donc bel et bien susceptibles de s'appliquer. Elles sont toutefois sans portée vu la consommation d'eau notifiée dans le porter à connaissance de mars 2021 restée dans le même ordre de grandeur jusqu'en 2024 (en dessous donc des seuils de la rubrique 17 précitée pour les projets soumis à examen au cas par cas ou évaluation environnementale systématique et du fait que la Chartre-sur-le-Loir ne se situe pas dans une zone de répartition quantitative des eaux (ZRE)).

L'exploitant a donc bien mis en place des mesures de réduction de sa consommation d'eau, mais celles-ci demeurent insuffisantes par rapport aux prescriptions de l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/07/2000.

Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que la mise en circuit fermé de certains systèmes de refroidissement, notamment celui de l'atelier caoutchouc noir, ne sont pas économiquement réalisables. Il n'a cependant pas apporté en séance de justificatifs étayant cette affirmation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La situation administrative des installations de l'établissement au regard de la nomenclature IOTA ne nécessite pas de complément d'information et peut être actée par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement. Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport. Ce projet d'arrêté est de nature à clôturer l'instruction du porter à connaissance de l'exploitant contenu dans son courrier du 16 mars 2021.

Par ailleurs, pour ce qui concerne la quantité d'eau prélevée par l'intermédiaire des trois forages présents dans l'établissement, la mise en demeure du 29/04/2016 nécessite d'être actualisée. Pour ce faire, l'inspection des installations classées propose d'abroger la mise en demeure du 29/04/2016 sur ce point puis de remettre l'exploitant en demeure de respecter, sous douze mois, l'ensemble des prescriptions de l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/07/2000 soit en ramenant le volume prélevé dans la nappe d'accompagnement du Loir à 60 m³/j soit en sollicitant un aménagement des prescriptions applicables.

À date, les prescriptions applicables sont, outre celles de l'article 5.2.2 précité de l'arrêté préfectoral du 25/07/2000 :

- les prescriptions contenues au point 5.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14/01/2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2660 ou 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)) ;

- les prescriptions de l'article 14 du chapitre III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Levée de mise en demeure, Mise à jour prescriptions techniques

Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Rejets d'eau: plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 5.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Élaboration d'un plan des réseaux
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître : <ul style="list-style-type: none">- le réseau d'alimentation ;- les principaux postes utilisateurs ;- les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, postes de relevage et de mesure, vannes,...). Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : <u>Constat de l'inspection du 17/07/2018:</u> L'exploitant ne dispose pas de plan des réseaux. Il a indiqué qu'un ancien aqueduc souterrain traversait l'usine, et que plusieurs points de rejets eau ont été condamnés. => L'exploitant établira un plan des réseaux eau, en précisant les points de rejets, les dispositifs de traitement ainsi que les vannes de coupures. <u>Constat de l'inspection du 29/09/2025:</u> L'exploitant a transmis à l'inspection un plan de masse du site affichant les réseaux d'eau de l'établissement. Cependant, le plan n'est pas daté et ne comporte pas de légende. Seuls 2 puits sur 3 sont localisables. Les vannes d'isolement du réseau d'eau pluviales ne sont pas indiquées. Le plan transmis ne satisfait pas les prescriptions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/07/2000. L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure d'établir et de tenir à disposition un plan des réseaux d'eau conforme aux prescriptions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/07/2000.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un plan des réseaux faisant figurer l'ensemble des éléments mentionnés au troisième alinéa de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/07/2000.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Équipements sous pression: liste des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Autre, Conformité du contenu de la liste
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : <u>Constat de l'inspection du 29/09/2025:</u> En amont de l'inspection, le 11/09/2025, l'exploitant a transmis la liste prescrite au point III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression (ESP) et des récipients à pression simples, décrivant les appareils à pression qu'il détient sur son site. La liste transmise par l'exploitant ne respecte pas complètement le formalisme attendu par l'article 6 III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Notamment, le régime de surveillance n'est pas indiqué. Les dates de dernière et prochaines inspection sont indiquées sous un format qui ne permet pas une compréhension aisée et immédiate. Il en va de même pour la date de prochaine requalification périodique. Selon les informations de cette liste, 4 équipements sous pression sont en retard de contrôles: - le générateur vapeur de marque SECAT, en retard d'inspection périodique depuis le 25/09/2024; - l'autoclave n°032-02, en retard d'inspection périodique depuis le 22/03/2025; - l'autoclave n°033-00, en retard d'inspection périodique depuis le 09/03/2023; - l'autoclave Scholz, en retard d'inspection périodique depuis le 09/09/2023. Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que la chaudière SECAT et les autoclaves ont fait l'objet de vérifications le 23/09/2025. Lors de la visite, un appareil à pression a été choisi dans la liste pour un contrôle sur site. L'appareil contrôlé correspond à l'autoclave n°032-02 mis en service en 1957. L'autoclave de la marque « Établissements EIFFEL » est identifié sur sa plaque signalétique par le numéro 10950. Ce numéro ne correspond pas à celui identifiant l'appareil dans la liste susmentionnée des ESP de l'établissement. L'équipement n'était pas en utilisation au moment de la visite. Aucune anomalie manifeste n'a été constatée sur l'équipement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 15 jours, l'exploitant fournit à l'inspection une liste des ESP de son établissement conforme au formalisme attendu par l'article 6 III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. L'exploitant confirme également que les 4 équipements en retard de contrôles ont bien fait l'objet d'une vérification périodique. Il transmet le dernier rapport de contrôle périodique portant sur l'autoclave n°032-02.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : GEREP: déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, Obligation de déclaration annuelle des émissions
Prescription contrôlée : <p>I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données (...) Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté que l'exploitant effectue bien des déclarations annuelles sur l'application GEREP. La dernière déclaration disponible est celle transmise le 26 mars 2025 au titre de l'exercice 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : GEREP: émissions à déclarer

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, Données à déclarer
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de « traitement en milieu terrestre » ou d'« injection en profondeur » énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; - la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31

décembre ; - les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.
<p>Constats :</p> <p>Le volume annuel d'eau prélevée dans le milieu naturel grâce aux forages de l'établissement dans la nappe d'accompagnement du Loir est supérieure à 7000 m³. Précisément, l'exploitant a déclaré dans l'application GEREPE un volume prélevé à hauteur de 47 108 m³ pour l'année 2024.</p> <p>L'activité de l'établissement nécessite l'emploi de solvants. Cependant, le volet "type d'activité global" de la déclaration GEREPE de l'exploitant ne précise pas que l'établissement consomme des solvants. Ce volet sera mis à jour par l'inspection en tout début 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>À titre conservatoire : en fonction des quantités de solvants consommés dans l'établissement en 2025, le sous-volet "Solvants/PGS" du volet "Air" devra être renseigné par l'exploitant dans sa déclaration 2026 au titre de l'exercice 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : GEREPE : obligation de déclaration des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II
Thème(s) : Risques chroniques, Obligation de déclaration annuelle des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.
<p>Constats :</p> <p>Au titre de l'année 2024, selon les données disponibles sur l'application Vigiedéchets, les activités pratiquées dans l'établissement ont généré 30,2 tonnes de déchets dangereux. Pourtant, aucune information n'a été reportée par l'exploitant dans le pavé « Déchets sortants » de l'application GEREPE pour l'exercice 2024.</p> <p>En 2025, au jour de la visite objet du présent rapport, les activités de l'établissement ont déjà généré 14,65 tonnes de déchets dangereux.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit déclarer les déchets dangereux sortants de son établissement sur l'application GEREP, dès lors que leur quantité dépasse 2 tonnes par an. La déclaration 2025 au titre de l'exercice 2024 ne peut plus être modifiée à la date du présent rapport. La demande d'action corrective se reporte donc sur 2026 (avant le 31 mars) au titre de l'exercice 2025 pour lequel l'exploitant veillera, notamment, à déclarer ses déchets sortants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 10 : GEREP : qualité des données déclarées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens et disponibilités des données collectées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets.</p> <p>Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au titre de l'année 2024, selon les données déclarées par l'exploitant dans le volet "Eau" de l'application GEREP, les « masses importées » et les « masses émises » pour ce qui concerne les substances demande biologique en oxygène (DBO5), demande chimique en oxygène (DCO), hydrocarbures et matières en suspension (MES) sont strictement égaux. La colonne méthode précise "estimation".</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé disposer de mesures au niveau des rejets mais pas au niveau des entrées. Il ne peut donc démontrer que les données déclarées concernant les masses importées sont fiables.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 2 mois, avant la prochaine déclaration sous GEREP, l'exploitant met en place les moyens nécessaires afin de garantir la qualité des données concernant les masses importées pour les substances DBO5, DCO, hydrocarbures et MES. Il informe l'inspection des moyens retenus et des résultats obtenus.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Traçabilité des déchets: Vigiedéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Autre, Utilisation de Vigiedéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ».</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise et renseigne le « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets », dont la dernière mise à jour est l'application « Vigiedéchets ».</p> <p>Pour ce qui concerne l'exercice 2024, l'inspection a vérifié, par sondage, la disponibilité d'un bordereau de suivi de déchets dangereux pour ceux provenant du curage d'un séparateur d'hydrocarbures. L'inspection a constaté qu'un bordereau est bien disponible dans le système de gestion précité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite